

Unité Départementale Hérault  
520 Allée Henri II de Montmorency  
CS 69007  
CEDEX 02  
34064 Montpellier

Montpellier, le 23/12/2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 16/10/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

**VALOREM-Amoures Bouissac Energies**

213 cours Victor Hugo  
33130 Bègles

Références : UD34/H5/CI/2025/050  
Code AIOT : 0006605614

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 16/10/2025 dans l'établissement VALOREM-Amoures Bouissac Energies implanté Lieu-dit "Saint-Jean" 34260 Ceilhes-et-Rocozels. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La société AMOURES BOUISSAC ENERGIES est autorisée à exploiter sur la commune de Ceilhes-et-Rocozels, au lieu-dit Saint-Jean, une installation terrestre de production d'électricité à partir de l'énergie mécanique du vent, composée de 6 éoliennes (identifiées de E14 à E19) de puissance unitaire de 2,35 MW, soit un total de 14,1 MW.

L'installation est autorisée par arrêté de permis de construire n° 034 071 09 C0001 en date du 27 juin 2016 et par arrêtés préfectoraux n° 2015-I-1495 du 6 août 2015 et n° 2021-I-1308 du 27 octobre 2021 portant autorisation d'exploiter.

Les travaux de construction du parc ont débuté fin août 2022. Ils ont été interrompus à l'automne

2023 en raison de dégâts sur la route départementale RD902 provoqués par des intempéries. Le chantier a pu reprendre début mars 2024 avec la livraison des sections et éoliennes. Le montage des éoliennes a débuté le 15 avril 2024.

La première injection a eu lieu le 21 juin 2024.

Le système de détection de l'avifaune (SDA) a été activé le 1<sup>er</sup> août 2024.

La mise en service industrielle du parc éolien a eu lieu le 20 août 2024.

Le but de l'inspection était de vérifier le respect des dispositions de l'arrêté préfectoral du 6 août 2015 modifié par l'arrêté préfectoral du 27 octobre 2021 encadrant le fonctionnement du parc, en particulier les mesures de protection de la biodiversité.

Un point a également été fait sur les suites de l'inspection réalisée le 3 juin 2024 : l'exploitant a répondu au rapport d'inspection par courriels du 28 juin 2024 et du 23 juillet 2024. Toutefois, les réponses aux constats n°2 (relatifs à la prévention des risques accidentels), n° 3 (relatifs aux caractéristiques du SDA) et n° 6 (relatifs au suivi de l'Aigle royal) de cette inspection 2024 nécessitaient d'être complétées.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- VALOREM-Amoures Bouissac Energies
- Lieu-dit "Saint-Jean" 34260 Ceilhes-et-Rocozels
- Code AIOT : 0006605614
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société AMOURES BOUISSAC ENERGIES est autorisée à exploiter sur la commune de Ceilhes-et-Rocozels, au lieu-dit Saint-Jean, une installation terrestre de production d'électricité à partir de l'énergie mécanique du vent, composée de 6 éoliennes de puissance unitaire de 2,35 MW, soit un total de 14,1 MW.

L'installation est autorisée par arrêté de permis de construire n° 034 071 09 C0001 en date du 27 juin 2016 et par arrêtés préfectoraux n° 2015-I-1495 du 6 août 2015 et n° 2021-I-1308 du 27 octobre 2021 portant autorisation d'exploiter.

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas

un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la présente inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Prévention des risques accidentels	Arrêté Préfectoral du 06/08/2015, article Article 2.3.3	Avec suites, Demande d'action corrective	Demande d'action corrective	2 mois
2	Mesures de suivi	Arrêté Préfectoral du 27/10/2021, article Article 5.5.3	Avec suites, Demande d'action corrective	Demande d'action corrective	1 mois
3	Mesures en faveur de l'avifaune	Arrêté Préfectoral du 27/10/2021, article Article 5.1.3	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Demande d'action corrective	2 mois
4	Mesures spécifiques en faveur de l'avifaune	Arrêté Préfectoral du 27/10/2021, article 5.1.4	/	Demande d'action corrective	2 mois
5	Mesures spécifiques en faveur de l'avifaune	Arrêté Préfectoral du 27/10/2021, article 5.1.4	/	Demande d'action corrective	1 mois
6	Mesures spécifiques en faveur de l'avifaune	Arrêté Préfectoral du 27/10/2021, article 5.2.2	/	Demande d'action corrective	1 mois
7	En cas de mortalité sur un individu d'une espèce protégée	Arrêté Préfectoral du 27/10/2021, article 5.3	/	Demande d'action corrective	1 mois
9	Mesures de suivis	Arrêté Préfectoral du 27/10/2021, article 5.5.2	/	Demande d'action corrective	1 mois
10	Mesures de suivis	Arrêté Préfectoral du 27/10/2021, article 5.5.4	/	Demande d'action corrective	2 mois
12	Mesures spécifiques en faveur des	Arrêté Préfectoral du 27/10/2021, article 5.2.1	/	Demande d'action corrective	1 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la présente inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
	chiroptères				

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
8	Mesures de suivis	Arrêté Préfectoral du 27/10/2021, article 5.5.1	Sans objet
11	Mesures spécifiques en faveur de l'avifaune	Arrêté Préfectoral du 27/10/2021, article 5.1.1	Sans objet
13	Dispositions constructives	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 7	Sans objet
14	Exploitation	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 13	Sans objet
15	Exploitation	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 14	Sans objet
16	Exploitation	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 16	Sans objet
17	Exploitation	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 24	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Suite à l'inspection réalisée en 2024, l'exploitant doit compléter la note relative aux caractéristiques du SDA. En l'absence d'une note claire et argumentée, un arrêté de mise en demeure sera proposé.

L'exploitant doit également remettre le rapport des test drones permettant de valider la cohérence des données terrain (distance de détection, vitesse d'analyse et de réaction, envoi de la commande de régulation et le traitement de l'information) avec les caractéristiques techniques du SDA.

Concernant les suivis de mortalité :

Pour les prochains suivis de mortalité, et dès 2026, la fréquence de passage des écologues doit être augmentée à hauteur de 1 passage/semaine de début novembre à fin février et 2 passages/semaine de début mars à fin octobre.

Le rapport de suivi 2025 (ainsi que les prochains rapports) doivent être accompagnés d'un plan d'actions en lien avec les préconisations du bureau d'études. L'opportunité de mettre en place une mesure de bridage agricole (arrêt des machines pendant et juste après les travaux agricoles) doit être étudiée.

Concernant la mortalité de la Grande Noctule, l'exploitant doit fournir le rapport d'analyse approfondie de cet accident et proposer une modification du bridage nocturne qui sera appliqué à partir de 2026 afin de couvrir 100 % de l'activité de cette espèce.

Enfin, l'inspection des installations classées rappelle que l'éolienne à l'origine d'une collision doit être arrêtée immédiatement après la découverte et l'identification d'un cadavre d'individu d'une espèce cible.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Prévention des risques accidentels

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 06/08/2015, article Article 2.3.3
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Accessibilité
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"><li>• lors de la visite d'inspection du 03/06/2024</li><li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li><li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective</li><li>• date d'échéance qui a été retenue : 21/07/2024</li></ul>
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>Pendant la présence des personnels sur le chantier, les éventuelles barrières interdisant l'accès au site doivent rester ouvertes.</p> <p>L'itinéraire d'accès au chantier doit être banalisé par un fléchage depuis la route départementale et un point de rencontre (P.R.) avec les secours publics sera défini par le coordonnateur de sécurité et communiqué au Service Prévision Départemental du S.D.I.S.</p> <p>Durant la phase chantier, une aire temporaire de poser l'hélicoptère (hélisurface) devra être réalisée à proximité du site afin de permettre un secours rapide.</p>
<b>Constats :</b> <p>Lors de l'inspection réalisée en 2024, parmi les constats relevés, il était souligné que la fiche de réception de la bâche incendie établie le 27 avril 2023 par le SDIS indiquait que la bâche était opérationnelle mais non conforme (absence d'enclos, de signalisation etc).</p> <p>Le jour de l'inspection 2025, l'exploitant a transmis la nouvelle fiche de réception du SDIS en date du 31/05/25. La fiche conclut à la conformité du point d'eau incendie.</p>

Il a toutefois été constaté sur site l'absence d'un panneau d'interdiction de stationnement.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  Dans un délai de deux mois, l'exploitant doit ajouter un panneau d'interdiction de stationnement.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois

## N° 2 : Mesures de suivi

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 27/10/2021, article Article 5.5.3
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Suivi Aigle Royal
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 03/06/2024</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li> <li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective</li> <li>• date d'échéance qui a été retenue : 21/09/2024</li> </ul>
<b>Prescription contrôlée :</b>  <p>Outre les suivis prévus par les articles 3.5.1 et 3.5.2 du présent arrêté, un suivi spécifique des aigles royaux présents dans la haute vallée de l'Avène est assuré par l'exploitant.</p> <p>Ce suivi est réalisé, conformément aux protocoles nationaux établis et validés par les associations de protection de la nature et les syndicats professionnels lorsqu'ils existent. Ce protocole est transmis à la DREAL 6 mois avant sa mise en œuvre.</p> <p>Les suivis sont mis en place dès le début de la construction du champ éolien pendant les cinq premières années de fonctionnement de l'installation. Ils doivent couvrir un cycle biologique annuel, suivant une fréquence adaptée.</p> <p>Un bilan annuel du suivi spécifique des aigles royaux est transmis à l'inspection des installations classées.</p> <p>Le suivi spécifique pourra s'appuyer sur l'équipement par balise télémétrique de l'aigle royal de la haute vallée de l'Avène susceptible d'être porté par le CRBPO et le Muséum d'Histoire Naturelle de Paris "Étude de la dynamique de population et la sélection de l'habitat chez l'aigle royal dans le massif central ».</p>
<b>Constats :</b>  <p>L'exploitant a transmis le 1er suivi de l'Aigle royal réalisé à partir du début de la construction du parc (2022-2023) ainsi que le rapport de suivi 2024. Les données de ces suivis ont été télétransmises via la plateforme DEPOBIO.</p> <p>Chaque année, 20 visites ont été réalisées au fil des différentes saisons des cycles biologiques.</p> <p>Malgré l'absence d'observation du couple (un seul aigle observé en septembre 2023) pendant la période nuptiale, et d'après des informations transmises par l'association BECOT, le couple du Guilhaumard s'est reproduit en 2024.</p> <p>Des individus subadultes ont également été observés dans l'entourage du parc éolien.</p>

Le rapport précise que la présence du parc éolien pourrait engendrer une perte d'habitat de chasse. Cependant, le parc éolien est situé en limite de domaine vital du couple et ne semble être fréquenté que ponctuellement.

Un suivi 2024-2025 est bien en cours. A ce stade, le bureau d'études n'a pas fait remonter d'alerte particulière sur ce suivi.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Le suivi de l'aigle royal doit être réalisé jusqu'en 2029.

Les prochains rapports de suivis (y compris 2025) de l'activité de l'Aigle royal doivent reprendre les conclusions des années de suivi précédentes pour évaluer l'éventuelle perte de territoire de chasse notamment.

Dans un délai d'un mois, l'exploitant fera part de ces échanges avec le MNHN pour l'obtention des données télémétriques de l'Aigle royal.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 1 mois

**N° 3 : Mesures en faveur de l'avifaune**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 27/10/2021, article Article 5.1.3

**Thème(s) :** Risques chroniques, Système de Détection de l'Avifaune

**Point de contrôle déjà contrôlé :**

- lors de la visite d'inspection du 05/12/2022
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale
- date d'échéance qui a été retenue : 09/04/2023

**Prescription contrôlée :**

Deux mois avant le démarrage des travaux, l'exploitant fournit les éléments suivants à la DREAL : [caractéristiques du système de détection de l'avifaune].

**Constats :**

Suite à l'inspection précédente, l'exploitant a confirmé que le SDA est actuellement paramétré avec une vitesse de régulation fixée à 383 m. L'effarouchement n'est pas activé sur le parc.

Les autres demandes de l'inspection précédente ont été rappelées. Sont attendues :

1/ les résultats des tests du temps d'atteinte de la vitesse de régulation non accidentogène (l'APC du 26/10/21 demande que des tests soient réalisés sur le parc éolien) ;

2/ la vitesse non accidentogène retenue pour chaque espèce cible identifiée dans l'arrêté préfectoral du 27/10/21 ainsi que les références scientifiques. En effet, la note actuelle sur le SDA ne tient compte que d'une seule vitesse non accidentogène estimée à 110 km/h toutes espèces confondues (vitesse basée sur le Milan royal qui ne présente pas forcément les mêmes



<p>caractéristiques de vol que toutes les espèces cibles, ni la même envergure).</p> <p>3/ la réévaluation de la distance de régulation du SDA en fonction des résultats des tests (1) et de la vitesse non accidentogène estimée (2) pour les espèces cibles ;</p> <p>4/ la réévaluation de la distance de régulation du SDA en fonction des résultats du biomonitoring. Les sphères de détection du SDA doivent être clairement illustrer dans la note.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>Dans un délai de 2 mois, l'exploitant transmettra la note sur le SDA complétée avec :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- les résultats de tests de décélération des éoliennes réalisés sur le parc ;</li> <li>- la vitesse non accidentogène retenue pour chaque espèce cible (accompagnée des références scientifiques) ;</li> <li>- la réévaluation de la distance de régulation du SDA en fonction des résultats des tests (1) et de la vitesse non accidentogène estimée (2) pour les espèces cibles ;</li> <li>- la réévaluation de la distance de régulation du SDA en fonction des résultats du biomonitoring ;</li> <li>- une illustration claire des sphères de détection du SDA évaluées sur le parc.</li> </ul> <p>En l'absence de réponse probante à cette demande dans un délai de 2 mois, une mise en demeure sera proposée.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 2 mois</p>

#### N° 4 : Mesures spécifiques en faveur de l'avifaune

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 27/10/2021, article 5.1.4</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Autre, Vérifications du fonctionnement du SDA avant et après la mise en service</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Dès la mise en service du SDA :</p> <p>Réalisé lors de la mise en exploitation du SDA, un test doit permettre de vérifier l'opérationnalité du SDA à l'aide d'un ou des drone(s) (ou tout autre moyen technique disponible sur le marché) en simulant l'approche d'un individu d'une espèce cible sur chaque éolienne. La réalisation de ce test s'effectue pendant la rotation des rotors afin de constater la réactivité du SDA. Il est systématiquement réalisé en présence d'un ou de plusieurs surveillants en capacité d'arrêter immédiatement les éoliennes du parc (ordinateur portable relié au SCADA de la machine par exemple) s'ils constatent par exemple un vol à risque.</p> <p>Ce test permet de valider :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- la distance de détection,</li> <li>- la vitesse d'analyse et de réaction des moyens de détection humains et/ou technologiques,</li> <li>- l'envoi de la commande de régulation et le traitement de l'information par le SCADA de chaque éolienne lors de l'entrée du drone (ou tout autre moyen technique disponible sur le marché) dans la sphère de régulation.</li> </ul> <p>Les résultats de ce test font l'objet de la rédaction d'un rapport qui est transmis à l'inspecteur dans les deux mois après sa réalisation.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Les tests ont été réalisés le 18 juillet 2024 sur les éoliennes E15, E16, E18, E19 et le 31 juillet 2024 sur</p>

<p>les éoliennes E14 et E17.</p> <p>Le rapport de ces tests a été transmis à l'inspection des installations classées. Ce rapport ne permet pas de valider :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- la distance de détection,</li> <li>- la vitesse d'analyse et de réaction des moyens de détection humains et/ou technologiques,</li> <li>- l'envoi de la commande de régulation et le traitement de l'information par le SCADA de chaque éolienne lors de l'entrée du drone (ou tout autre moyen technique disponible sur le marché) dans la sphère de régulation.</li> </ul>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>Dans un délai de 2 mois, l'exploitant doit fournir un rapport de tests complet permettant de valider :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- la distance de détection,</li> <li>- la vitesse d'analyse et de réaction des moyens de détection humains et/ou technologiques,</li> <li>- l'envoi de la commande de régulation et le traitement de l'information par le SCADA de chaque éolienne lors de l'entrée du drone (ou tout autre moyen technique disponible sur le marché) dans la sphère de régulation.</li> </ul>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 2 mois</p>

#### N° 5 : Mesures spécifiques en faveur de l'avifaune

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 27/10/2021, article 5.1.4</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Autre, Vérifications du fonctionnement du SDA avant et après la mise en service</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Après la mise en service du SDA et dans la première année de mise en service du SDA, le bon fonctionnement du SDA en conditions réelles est vérifié par du bio-monitoring d'une durée de 20 jours consécutifs dans une période de forte fréquentation d'une majorité des espèces cibles. La justification de la période retenue devra être préalablement communiquée à la DREAL avant la mise en exploitation du parc.</p> <p>L'objectif est de détecter en temps réel, suivre et surveiller en continu la position, l'altitude, la direction du vol et la vitesse de l'avifaune cible (plusieurs individus) et de vérifier l'efficacité et l'opérationnalité du SDA existant (détection appropriée, réactivité du système en fonction du comportement de l'avifaune...).</p> <p>/.../</p> <p>Ce biomonitoring fait l'objet de la rédaction d'un rapport qui est transmis à l'inspecteur dans les deux mois après sa réalisation. Il présente de façon détaillée la méthode de mise en œuvre du bio-monitoring et les résultats obtenus : espèce d'oiseau observé avec date/horaire, sa hauteur de vol et sa distance par rapport à la sphère à risques ; taux de détection obtenus, réactivité à l'effarouchement. Ce rapport conclut sur l'efficacité du paramétrage retenu et l'opérationnalité du SDA.</p> <p>L'exploitant propose si nécessaire des améliorations qui devront faire l'objet d'une nouvelle vérification soit par des simulations avec drone (ou tout autre moyen technique disponible sur le marché), soit par une vérification en conditions réelles par un nouveau bio-monitoring.</p>

<p><b>Constats :</b></p> <p>Dans l'attente du rapport final, l'exploitant a remis une synthèse intermédiaire du suivi de bio-monitoring réalisé entre octobre 2024 et octobre 2025.</p> <p>Ce biomonitoring n'a pas été réalisé sur 20 jours consécutifs comme demandé par l'arrêté préfectoral. Ce point est accepté par l'inspection des installations classées car il correspond à ce qui est actuellement demandé pour les parcs éoliens.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>Dans un délai d'un mois, l'exploitant transmettra le rapport de bio-monitoring. Celui-ci devra intégrer une analyse spécifique sur les espèces cibles et notamment le Circaète Jean-le-Blanc et le Milan noir.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 1 mois</p>

**N° 6 : Mesures spécifiques en faveur de l'avifaune**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 27/10/2021, article 5.2.2</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Autre, Mise en place d'un plan de bridage chiroptères</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>/.../</p> <p>Le plan de bridage comprend une seule période du 1er mars au 31 octobre, du coucher au lever du soleil, avec pour cette période une température de 8 °C et une vitesse de vent de 6 m/s.</p> <p>Un suivi automatisé fixé à une hauteur permettant de déterminer précisément l'activité des chiroptères sur le site, les vitesses de vent et les créneaux horaires et les périodes à retenir pour la programmation spécifique du bridage des éoliennes est mis en place dès la première période de fonctionnement allant du 1er mars au 31 octobre. Ce suivi permettra d'ajuster les modalités de bridage pré-cité après validation préalable de l'inspecteur des installations classées.</p> <p>La vitesse et la température sont mesurées à hauteur de nacelle.</p> <p>/.../</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Par courriel du 23/10/25, l'exploitant a transmis les paramètres du plan de régulation appliqués au SCADA (Système de Contrôle et d'Acquisition des Données) pour chaque machine. Ce plan de bridage est conforme à l'arrêté préfectoral.</p> <p>Cependant, les données de fonctionnement des éoliennes sur un pas de temps de 10 minutes pour la période du 1<sup>er</sup> mars au 31 octobre 2025 montrent que les éoliennes ont fonctionné durant plusieurs heures nocturnes (notamment de fin septembre au 8 octobre) lorsque la température était supérieure à 8°C et le vent était inférieur à 6 m/s.</p> <p>Le suivi en hauteur de l'activité des chiroptères a été réalisé à partir de l'année 2025, de début mars à fin octobre. Le rapport de ce suivi sera remis début 2026.</p>

<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>
Dans un délai d'un mois, l'exploitant doit justifier le non respect du plan de bridage : les éoliennes ont fonctionné durant plusieurs heures nocturnes (notamment de fin septembre au 8 octobre) alors que la température était supérieure à 8°C et le vent était inférieur à 6 m/s.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

**N° 7 : En cas de mortalité sur un individu d'une espèce protégée**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 27/10/2021, article 5.3
<b>Thème(s) :</b> Autre, Mesures correctives en lien avec les mortalités
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>En cas de collision d'un individu avec une des éoliennes, une recherche de cadavre est initiée, soit dès sa visualisation lors du contrôle a posteriori des vidéos dans un délai de trois jours maximum par rapport à la date de l'enregistrement, soit dès que l'exploitant en a connaissance (signalement de l'animal blessé ou du cadavre par un tiers (technicien de maintenance, promeneur...)).</p> <p>Cette recherche est menée en collaboration avec un prestataire écologue compétent et indépendant désigné par l'exploitant dans un périmètre suffisant pour trouver le cadavre. Ce prestataire écologue a obtenu une autorisation définie à l'article 3.4.</p> <p>S'il est fait état d'un cas de mortalité avéré d'un individu d'une espèce protégée menacée ou quasi menacée (catégories NT, VU, EN, CR) suivant la liste rouge UICN nationale (et/ou régionale en catégorie : réductible, très fort, fort) ainsi que d'une espèce définie en tant que cible (à moins que l'exploitant puisse démontrer l'absence de collision sur le rotor ou de barotraumatisme par le biais d'un enregistrement continu par exemple) :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- l'éolienne à l'origine de la mortalité d'un individu de l'avifaune cible est mise à l'arrêt en période diurne, et faute d'éléments permettant d'identifier l'éolienne mise en cause tout le parc est arrêté,</li> <li>- l'exploitant déclare cette mortalité sous 24 heures ouvrées à la DREAL,</li> <li>- l'exploitant transmet sous 48 heures ouvrées la fiche d'incident dont le modèle est téléchargeable sur le site internet de la DREAL,</li> <li>- l'exploitant communique sous 45 jours maximum un rapport analysant les circonstances et les causes de cette mortalité, les mesures d'urgence prises, les mesures prises ou envisagées pour éviter une collision ou barotraumatisme similaire. Si nécessaire, une révision du plan de bridage sera proposée.</li> </ul> <p>Dans le cas où la mortalité est due à un dysfonctionnement d'un dispositif de mesures de réduction en faveur de la protection de la biodiversité (SDA, bridage, outil de visibilité...), la remise en service est réalisée conformément aux articles 3.1.6 et 3.2.3.</p> <p>Dans le cas où la mortalité n'est pas due à un dysfonctionnement mais à un paramétrage</p>

inadapté d'un dispositif de mesures de réduction en faveur de la protection de la biodiversité (bridage, SDA, outil de visibilité...), la remise en service est conditionnée à la mise en œuvre de mesures conservatoires préalablement validées par la DREAL. L'exploitant propose ensuite, sous un mois, des mesures complémentaires qui visent à améliorer les performances du dispositif ainsi qu'une méthodologie d'évaluation.

### **Constats :**

3 cas de mortalité ont été déclarés en 2025 :

- en avril 2025 : collision d'un Milan noir sur l'éolienne E15,
- en août 2025 : collision d'un Circaète Jean-Le Blanc sur l'éolienne E14,
- en septembre 2025 : collision/barotraumatisme d'une Grande Noctule sur l'éolienne E14.

#### Mortalité du Milan noir :

Le cadavre a été découvert le 8 avril 2025.

L'exploitant en a informé la DREAL le 10 avril 2025.

L'éolienne à l'origine de la collision n'a pas été arrêtée.

L'analyse de la mortalité et la conclusion du rapport d'accident sont succinctes. Aucune mesure corrective immédiate n'est proposée par l'exploitant qui indique qu'un « suivi de biomonitoring est en cours sur l'année 2025 afin de tester le bon paramétrage du système en conditions réelles. [...] Un bilan sera dressé en fin d'année afin de potentiellement optimiser le fonctionnement du parc en fonction des résultats. »

#### Mortalité du Circaète Jean-le-Blanc :

Le cadavre a été découvert le 12 août 2025.

L'exploitant en a informé la DREAL le 13 août 2025.

L'éolienne à l'origine de la collision a été arrêtée en période diurne à partir du 8 septembre 2025 suite au rappel de l'inspection des installations classées des prescriptions de l'article 5.3 de l'arrêté préfectoral.

L'analyse de la vidéo de la collision du Circaète Jean-Le Blanc met en avant « un vol de l'individu plongeant par paliers, avec de lents et courts déplacements sans battre des ailes, ainsi que de longues périodes d'immobilité. De ce fait, l'individu n'a pas franchi les seuils de vitesses et de durée de déplacement, et n'a pas été considéré comme une cible valide par le système SDA ». Suite à cette analyse, l'exploitant a mis à jour le paramètre de « vitesse minimale de la cible » en passant de 12 à 10 pixels/secondes, permettant au SDA installé sur E14 de prendre en compte les oiseaux à faible vitesse d'approche, typiquement les rapaces en vol stationnaire ou en approche lente.

L'exploitant a transmis, par courriel du 23 septembre 2025, des simulations de détection avec le nouveau paramètre, sur la base des vidéos de la collision brute. Les vidéos de simulation montrent que le Circaète, avec l'approche lente, est détecté. L'éolienne a été redémarrée après accord de la DREAL le 25 septembre 2025. Il demeure toutefois une interrogation sur la détection à temps de cet individu : les pales de l'éolienne auraient-elles eu le temps de décélérer jusqu'à une vitesse non accidentogène avant la traversée du rotor par l'individu ?

L'exploitant a souligné que le biomonitoring effectué sur le parc éolien devrait permettre de s'assurer que le SDA détecte les individus d'espèces cibles telles que le Circaète Jean-le-Blanc et le Milan noir.

La DREAL demande que l'opportunité de mettre en place une mesure de bridage agricole (arrêt des machines pendant et juste après les travaux agricoles) soit également étudiée.

#### Mortalité de la Grande Noctule :

Le cadavre a été découvert le 11 septembre 2025.

L'exploitant en a informé la DREAL le 12 septembre 2025.

L'éolienne à l'origine de la collision a été arrêtée en période nocturne à partir du 12 septembre 2025 suite au rappel de l'inspection des installations classées des prescriptions de l'article 5.3 de l'arrêté préfectoral.

Concernant cette mortalité, l'exploitant indique que l'individu était très probablement en migration lors de l'impact avec l'éolienne E14 et que les paramètres de régulation étaient pleinement fonctionnels. La moyenne des vents de la nuit du 10 au 11 septembre était de 8,5 m/s avec une température de 14°C au crépuscule et 11°C à l'aube.

La première mesure corrective mise en place par l'exploitant a consisté à relever la vitesse de vent seuil du bridage nocturne pour l'ensemble du parc : vitesse de 9 m/s jusqu'au 15/10 (date correspondant à la fin de période des Grandes Noctules sur place). L'éolienne a été redémarrée après accord de la DREAL le 7 octobre 2025.

L'inspection des installations classées est en attente de l'analyse approfondie de cette mortalité ainsi que d'une proposition de modification du bridage nocturne qui sera appliquée à partir de 2026 afin de couvrir 100 % de l'activité de cette espèce.

#### **Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Dans un délai d'un mois, l'exploitant doit :

- confirmer que le paramètre de « vitesse minimale » a également été mis à jour sur les SDA de toutes les éoliennes ;
- démontrer que ce nouveau paramètre de « vitesse minimale » était suffisant pour détecter à temps le Circaète dans le cas de la collision d'août 2025 en apportant les réponses au questionnaire suivant : les pales de l'éolienne auraient-elles eu le temps de décélérer jusqu'à une vitesse non accidentogène avant la traversée du rotor par l'individu ? ;
- étudier l'opportunité de mettre en place une mesure de bridage agricole (arrêt des machines pendant et juste après les travaux agricoles) ;
- fournir le rapport d'analyse approfondie de la mortalité de la Grande Noctule ;
- proposer une modification du bridage nocturne qui sera appliqué à partir de 2026 afin de couvrir 100 % de l'activité de cette espèce.

L'inspection des installations classées rappelle que l'éolienne à l'origine d'une collision doit être arrêtée immédiatement après la découverte et l'identification d'un cadavre d'individu de l'avifaune cible conformément à l'article 5.3 de l'arrêté préfectoral du 27 octobre 2021.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 1 mois

#### **N° 8 : Mesures de suivis**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 27/10/2021, article 5.5.1

**Thème(s) :** Autre, Comportement et du transit migratoire de l'Avifaune et Des Chiroptères

<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Afin d'évaluer les effets du projet sur les oiseaux et les chauves-souris, l'exploitant met en place les études suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- un suivi de la migration de l'avifaune ;</li> <li>- un suivi de l'avifaune nicheuse ;</li> <li>- un suivi du transit migratoire et local des chiroptères.</li> </ul> <p>Les protocoles de suivi mis en œuvre devront être préalablement validés par la DREAL. Un premier état des lieux naturalistes est fait avant travaux, dans la zone d'étude de référence de l'étude d'impact, suivant des méthodes qui seront répétées à l'identique après travaux, afin de comparer les effets du projet et ceux de l'évolution naturelle des populations d'espèces concernées.</p> <p>Les protocoles mis en œuvre s'appuieront, lorsqu'ils existent, sur les protocoles nationaux établis et validés en partenariat avec les associations de protection de la nature et les syndicats professionnels.</p> <p>Le suivi des passereaux nicheurs s'appuiera sur la méthode des IPA, d'une durée minimale de 15 minutes, répétées au minimum deux fois par saison de reproduction suivie.</p> <p>Les autres oiseaux nicheurs, les migrants et les hivernants devront être suivis suivant les méthodes les plus adaptées, sur l'ensemble des saisons d'un cycle biologique annuel.</p> <p>Le suivi du transit migratoire et local des chiroptères sera réalisé selon un protocole établi et validé par les associations de protection de la nature et les syndicats professionnels et transmis à la DREAL. Il devra comprendre au moins 6 relevés par an au sol répartis sur les trois saisons d'observations (printemps, été, automne) pendant la période du 1er mars jusqu'au 31 octobre. Il sera complété par un enregistrement automatique à hauteur de nacelle durant les trois saisons d'activité (printemps, été, automne).</p> <p>A l'issue des trois premières années suivies, les résultats et le rapport de suivi final associé sont transmis à l'inspecteur des installations classées, au plus tard 6 mois après la dernière campagne de prospection sur le terrain réalisée dans le cadre de ce suivi. Ils détermineront la nécessité de les poursuivre et dans l'affirmative la fréquence de suivi.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'ensemble des suivis a été réalisé à partir de 2025.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>Le rapport de suivi final est attendu lors du 1<sup>er</sup> semestre 2028.</p> <p>Dans l'attente, il est demandé à l'exploitant de fournir un rapport de suivi intermédiaire au plus tard 6 mois après la dernière campagne de prospection annuelle. L'exploitant doit donc fournir les rapports de suivi 2025 au plus tard en juin 2026.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 9 : Mesures de suivis**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 27/10/2021, article 5.5.2
<b>Thème(s) :</b> Autre, Suivis de mortalités
<b>Prescription contrôlée :</b>

L'exploitant met en place un suivi environnemental permettant notamment d'estimer la mortalité de l'avifaune et des chiroptères due à la présence des aérogénérateurs.

Il est mis en place à compter de la mise en service des éoliennes pendant les trois premières années de fonctionnement de l'installation.

Outre les données météorologiques courantes (température, vent), un suivi en continu de la visibilité est réalisé.

Conformément à l'article 12 de l'arrêté du 26 août 2011, le suivi est renouvelé dans les 12 mois si le précédent suivi a mis en évidence un impact significatif et qu'il est nécessaire de vérifier l'efficacité des mesures correctives. La fréquence du suivi demeure annuelle jusqu'à obtention de paramètres de réduction de mortalité adéquats.

Dans le cas où le suivi environnemental conduirait l'exploitant à envisager des modifications (du système ou des paramètres) du SDA, l'envoi du suivi environnemental à la DREAL est complété par un porter à connaissance.

Dans le cas de modification de paramétrage du SDA ou du bridage chiroptère et afin d'évaluer son efficacité, le suivi est relancé au moins sur une année.

A minima, le suivi est renouvelé tous les 10 ans d'exploitation de l'installation.

Les suivis réalisés doivent couvrir la période du 1er mars jusqu'au 31 octobre pour les chiroptères et les oiseaux nicheurs et migrants. En cas de fréquentation du parc éolien par des espèces d'oiseaux hivernantes menacées et sensibles à la mortalité par éoliennes, ce suivi devra couvrir un cycle biologique annuel, suivant une fréquence adaptée.

Les suivis devront comprendre des tests pour estimer la mortalité réelle à partir des mortalités constatées, et mesurer en particulier le taux de détection de l'observateur, la persistance des cadavres, et en déduire, par les meilleures méthodes de calcul disponibles, le taux de mortalité réel dû aux éoliennes.

Les mortalités constatées doivent être signalées à l'inspecteur des installations classées, dans les meilleurs délais, pour chaque cas, lorsqu'il s'agit d'espèces menacées (i.e. non classées LC sur la liste rouge nationale UICN), et par un bilan annuel pour les cas concernant des espèces non menacées.

#### **Constats :**

Un suivi de la mortalité a été réalisé dès la mise en service du parc éolien d'Amourès en 2024,



entre le 4 septembre et le 25 décembre 2024, par le bureau d'étude EXEN.

Lors de ce suivi, il a été découvert :

- un cadavre de chiroptère (une Pipistrelle de Nathusius). La mortalité estimée pour les chiroptères est comprise entre 1,61 et 1,82 mortalités/éolienne/an. Ce cas de mortalité n'a pas été déclaré. Il devra faire l'objet d'une déclaration, conformément à l'article 5.3 de l'arrêté préfectoral du 27 octobre 2021,
- 4 cadavres d'oiseaux et 1 cas supplémentaire retrouvé en dehors du protocole (4 espèces différentes impactées : le Gobemouche noir, le Bruant Jaune, la Linotte mélodieuse et le Roitelet à triple bandeau). La mortalité estimée pour les oiseaux est comprise entre 6,4 et 9,23 cas/éolienne/an.

Dans son rapport de suivi, le bureau d'études apporte les recommandations suivantes :

- continuer à veiller à l'absence d'éclairage du parc (en dehors des éclairages obligatoires),
- limiter la fréquentation de la faune volante autour des éoliennes (ne pas entreposer de tas de fumier, de tas de grains, entretenir les abords immédiats par des coupes mécaniques, ...),
- favoriser l'écoulement de l'eau pour qu'elle ne stagne pas aux abords proches des éoliennes.

Les premiers résultats bruts du suivi de mortalité 2025 sont : 8 oiseaux (7 espèces différentes : Alouette des champs, Rougegorge familier, Pinson des arbres, Linotte mélodieuse, Circaète Jean-le-Blanc, Gobemouche noir, Milan noir) et 2 chiroptères (Vespère de Savi, Grande noctule) retrouvés du 15/01 au 08/10.

Le suivi de mortalité sera poursuivi jusqu'en 2027.

Le protocole de suivi adopté par l'exploitant est de deux passages par mois entre le 01/11 et le 29/02 et d'un passage par semaine entre le 01/03 et le 31/10. Suite à l'inspection réalisée en 2024, il avait été demandé d'effectuer, pour les prochains suivis de mortalité, a minima un passage par semaine de début novembre à fin février et 2 passages/semaine de début mars à fin octobre. Cette fréquence est à adapter selon les résultats des tests de prédation notamment. Du printemps à l'automne 2025, la vitesse de disparition des cadavres était de 3-4 jours pour les chiroptères et les oiseaux.

Le jour de l'inspection, l'exploitant n'a pas été en mesure d'indiquer la localisation du visibilimètre ni même de confirmer que le suivi en continu de la visibilité était bien réalisé. Par courriel du 3/11/25, l'exploitant a précisé que le visibilimètre est installé sur le poste de livraison (photo à l'appui).

#### **Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Dans un délai d'un mois, l'exploitant doit fournir :

- les données de visibilité enregistrées par le visibilimètre pour la période du 1<sup>er</sup> mars au 31 octobre 2025 ;
- le nouveau devis signé justifiant du protocole de passage prévu (a minima 1 passage/semaine de début novembre à fin février et 2 passages/semaine de début mars à fin octobre) pour l'année

<p>2026. Pour les prochains suivis, si la fréquence de passage n'est pas suffisante, les suivis de mortalité seront considérés comme non représentatifs. Ils devront alors être poursuivis au-delà de 2027;</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- la déclaration de mortalité de la Pipistrelle de Nathusius survenue en 2024 ;</li> <li>- un plan d'actions pour l'année 2026 au regard des recommandations formulées par le bureau d'études dans le rapport de suivis 2025. Si des préconisations du bureau d'études ne sont pas retenues, l'exploitant le justifie dans ce plan d'actions. De la même façon, les prochains rapports de suivis doivent être accompagnés d'un plan d'actions en lien avec les préconisations du bureau d'études.</li> </ul>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

#### N° 10 : Mesures de suivis

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 27/10/2021, article 5.5.4
<b>Thème(s) :</b> Autre, Transmission des informations
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>En complément de l'obligation de versement des données brutes de biodiversité sur la plateforme DepoBio, les données brutes recueillies lors de l'état initial et des suivis sont transmises au Système d'Information sur la Nature et les Paysages en Occitanie et aux opérateurs des PNA des espèces concernées, suivant un format informatique d'échanges permettant leur intégration dans les bases de données existantes.</p> <p>Par ailleurs, l'exploitant transmet, dès finalisation du rapport de suivi environnemental, un tableau des données brutes au MNHN pour permettre une compilation quantitative et informative des données à l'échelle nationale.</p> <p>Les résultats de ces suivis peuvent être rendus publics par la DREAL pour permettre l'amélioration des évaluations d'impacts et le retour d'expérience pour d'autres parcs éoliens.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Les premières données issues de l'état initial, du suivi du chantier et des 1<sup>ers</sup> suivis de l'Aigle royal ont été versées sur DEPOBIO.</p> <p>Les données suivantes n'ont pas pu être déposées sur la plateforme en raison de soucis techniques de cette plateforme.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>Compte tenu de l'impossibilité de déposer les données relatives au suivi sur la plateforme DEPOBIO, l'exploitant et son bureau d'étude sont invités à effectuer le dépôt sur le SINP, afin d'obtenir un certificat de dépôt, en suivant la procédure décrite sur le site <a href="https://www.occitanie.developpement-durable.gouv.fr/contribuer-au-sinp-a26313.html">https://www.occitanie.developpement-durable.gouv.fr/contribuer-au-sinp-a26313.html</a></p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois

**N° 11 : Mesures spécifiques en faveur de l'avifaune**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 27/10/2021, article 5.1.1
<b>Thème(s) :</b> Autre, Réduction des facteurs d'attractivité pour l'avifaune
<b>Prescription contrôlée :</b>  Pendant l'exploitation du parc éolien, tous les facteurs connus susceptibles d'attirer les espèces avifaune sur les emprises du parc éolien et sous les rotors des éoliennes sont éliminés.  Dans ce même périmètre, la régénération de toute pelouse ou friche herbacée ainsi que la formation d'ourlets ou bandes enherbées en bordure d'aménagement (chemin d'accès, plateformes) est à limiter, de manière à éviter la formation de zones de refuge pour la petite faune qui faciliteraient les séquences de chasse de certains rapaces.  L'entretien de la surface en gravillon de couleur claire des chemins d'accès et des plateformes et l'entretien mécanique régulier des pelouses ou bandes enherbées (au moins une fois par an et sans utilisation de pesticides) sont recommandés.
<b>Constats :</b>  Les chemins d'accès et les plateformes sont entretenues avec un gravillon de couleur claire.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 12 : Mesures spécifiques en faveur des chiroptères**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 27/10/2021, article 5.2.1
<b>Thème(s) :</b> Autre, Réduction des facteurs d'attractivité des chiroptères
<b>Prescription contrôlée :</b>  Pendant l'exploitation du parc éolien, tous les facteurs connus identifiés ci-après susceptibles d'attirer les chiroptères sur les emprises du parc éolien et sous les rotors des éoliennes sont éliminés. Toutes les éoliennes, et en particulier les nacelles, sont conçues, construites et entretenues de manière à ne pas encourager les chauves-souris à s'y installer. Tous les vides et interstices sont rendus inaccessibles aux chiroptères dans la limite des contraintes techniques. Les éoliennes et leurs abords sont gérés et entretenus de façon à ne pas attirer les insectes c'est-à-dire à réduire le plus possible la concentration des insectes à proximité des mâts. Il n'y a pas d'éclairage sauf s'il est obligatoire pour des raisons de sécurité et cet éclairage ne doit pas attirer les insectes et se déclencher automatiquement lors de passage d'un chiroptère ou d'un oiseau. Sur les emprises du parc éolien et sous les rotors des éoliennes, l'accumulation d'eau et l'apparition de nouveaux arbrisseaux sont à éviter.
<b>Constats :</b>  Il a été constaté : <ul style="list-style-type: none"><li>- la présence d'un orifice situé sous les portes d'accès des éoliennes E14 et E15 ;</li><li>- la présence de 3 regards bétons sur la plateforme de l'éolienne E14 avec de l'eau stagnante. Par</li></ul>

courriel du 23 octobre 2025, l'exploitant a informé de leur évacuation.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  Dans un délai d'un mois, l'exploitant prendra l'avis d'un écologue sur la présence des orifices sous les portes d'accès des éoliennes et le cas échéant les rendra inaccessibles pour les chiroptères sur toutes les éoliennes.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

#### N° 13 : Dispositions constructives

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 7
<b>Thème(s) :</b> Autre, Accès parc
<b>Prescription contrôlée :</b>  Le site dispose en permanence d'une voie d'accès carrossable au moins pour permettre l'intervention des services d'incendie et de secours. Cet accès est entretenu. Les abords de l'installation placés sous le contrôle de l'exploitant sont maintenus en bon état de propreté.
<b>Constats :</b>  Le site dispose d'une voie d'accès carrossable et entretenue.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 14 : Exploitation

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 13
<b>Thème(s) :</b> Autre, Accès aérogénérateurs
<b>Prescription contrôlée :</b>  Les personnes étrangères à l'installation n'ont pas d'accès libre à l'intérieur des aérogénérateurs. Les accès à l'intérieur de chaque aérogénérateur, du poste de transformation, de raccordement ou de livraison sont maintenus fermés à clef afin d'empêcher les personnes non autorisées d'accéder aux équipements.
<b>Constats :</b>  Il a pu être constaté que les accès aux éoliennes E14 et E15 ainsi qu'au poste de livraison étaient bien fermés à clé.  Il n'a pas été vérifié l'accès aux autres éoliennes.

Type de suites proposées : Sans suite
---------------------------------------

**N° 15 : Exploitation**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 14
<b>Thème(s) :</b> Autre, Panneaux
<b>Prescription contrôlée :</b>  Chaque aérogénérateur est identifié par un numéro, affiché en caractères lisibles sur son mât. Le numéro est identique à celui généré à l'issue de la déclaration prévue à l'article 2.2.  Les prescriptions à observer par les tiers sont affichées soit en caractères lisibles soit au moyen de pictogrammes sur des panneaux positionnés sur le chemin d'accès de chaque aérogénérateur, sur le poste de livraison et, le cas échéant, sur le poste de raccordement. Elles concernent notamment :  <ul style="list-style-type: none"><li>- les consignes de sécurité à suivre en cas de situation anormale ;</li><li>- l'interdiction de pénétrer dans l'aérogénérateur ;</li><li>- la mise en garde face aux risques d'électrocution ;</li><li>- la mise en garde, le cas échéant, face au risque de chute de glace.</li></ul>
<b>Constats :</b>  Les panneaux positionnés sur le chemin d'accès des éoliennes E14 et E15 comportent les informations nécessaires.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 16 : Exploitation**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 16
<b>Thème(s) :</b> Autre, Intérieur aérogénérateurs
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'intérieur de l'aérogénérateur est maintenu propre. L'entreposage à l'intérieur de l'aérogénérateur de matériaux combustibles ou inflammables est interdit.
<b>Constats :</b>  L'intérieur des éoliennes E14 et 15 est maintenu propre. L'intérieur des autres éoliennes n'a pas été vérifié.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 17 : Exploitation**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 24
---

<b>Thème(s) :</b> Autre, Extincteurs
<b>Prescription contrôlée :</b>  <p>Chaque aérogénérateur est doté de moyens de lutte et de prévention contre les conséquences d'un incendie appropriés aux risques et conformes aux normes en vigueur, composé a minima de deux extincteurs placés à l'intérieur de l'aérogénérateur, au sommet et au pied de celui-ci. Ils sont positionnés de façon bien visible et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre. Cette disposition ne s'applique pas aux aérogénérateurs ne disposant pas d'accès à l'intérieur du mât.</p>
<b>Constats :</b>  <p>Au pied des éoliennes E14 et E15, il a été constaté la présence d'un extincteur contrôlé en juin 2025.  Les autres extincteurs n'ont pas été vérifiés.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite